



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org



19278-F

Distr. LIMITEE
ID/WG.521/2(SPEC.)*
7 novembre 1991
Original : FRANCAIS

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Symposium sur l'industrialisation
des pays les moins avancés

Vienne (Autriche), 14-22 novembre 1991

**SYNTHESE DES PRIORITES SECTORIELLES DES PMA
DANS LE CADRE DU PLAN A MOYEN TERME DE L'ONU
ET DU PROGRAMME D'ACTION DE LA DEUXIEME CONFERENCE
DES NATIONS UNIES SUR LES PMA ****

établie par
le Secrétariat de l'ONU

* Nouveau tirage pour raisons techniques

** Ce document n'a pas fait l'objet d'une mise au point rédactionnelle.

I. CONTEXTE GENERAL

Les PMA demeurent en retard par rapport au reste du monde en développement. Le taux de croissance de leur économie a souvent été inférieur à celui de leur accroissement démographique. Le patrimoine naturel souvent maigre et sous-exploité. Et leurs marchés nationaux très limités, les coûts des transports y sont exorbitants. Il y a pénurie de structures industrielles équilibrées, et leurs rythmes de développement sont fortement tributaires des échanges internationaux et assez vulnérables aux fluctuations de ces derniers. Cet état de choses appelle des mesures adéquates quant à la mise en valeur des priorités sectorielles de leur développement industriel: mise en valeur des ressources humaines, développement du potentiel technologique, réhabilitation industrielle, ainsi que l'utilisation efficace des possibilités offertes par la coopération régionale et sous régionale.

Les principaux objectifs de l'apport de l'ONUDI aux PMA peuvent se résumer comme ci-après:

- élaboration des programmes de coopération technique au niveau national, sous régional, régional et international
- formulation et évaluation des projets à réaliser dans le cadre de ces programmes
- enfin recherche des ressources financières nécessaires à l'exécution de ces projets.

Pour ces objectifs quelles sont les solutions envisagées?

Particulièrement dans le contexte de ses activités de coopération technique, l'ONUDI renforcera ses travaux visant à recenser les problèmes et potentiels spécifiques des PMA dans les domaines relevant de sa compétence. Cette action sera combinée avec un suivi exact de ses programmes de coopération aux niveaux national, sous régional et régional.

Lors de sa troisième session, la Conférence Générale de l'ONUDI a rappelé qu'il fallait continuer d'accorder le rang de priorité le plus élevé aux PMA dans le programme de coopération technique. Il a été décidé que l'action de l'ONUDI portera sur les aspects suivants: élaboration des plans directeurs pour l'industrialisation des PMA selon leurs priorités sectorielles, réalisation des études de marché, élaboration et évaluation des projets d'investissement, réhabilitation des entreprises industrielles lorsque cela est économiquement possible, développement des possibilités de formation. L'ONUDI amplifiera son action en vue d'assurer une étroite coordination avec le Programme d'Action de la Deuxième Conférence des Nations Unies sur les Pays les Moins Avancés. Dans le cadre de son plan à moyen terme, il conviendra d'accorder une attention particulière au financement des apports nationaux pour les projets de développement ainsi qu'à la couverture des coûts renouvelables. Ce dernier facteur a une importance dans les activités de coopération portant sur l'entretien et la réhabilitation d'installations industrielles.

1. Les pays les moins avancés dans le contexte international

Les PMA sont à la périphérie du commerce international et du processus de développement. Presque marginalisés dans l'économie mondiale, leur part dans les exportations mondiales déjà insignifiantes en 1960 (1,4%) est devenue

dérisoire en 1988 à 0,3%. En outre leurs termes de l'échange n'ont cessé de se dégrader. Le soutien extérieur sous forme d'aide au développement ne s'est pas concrétisé. L'Aide publique au développement (APD) devrait atteindre 0,15% du PNB des pays donateurs, mais en 1988, elle représentait que 0,09%. Enfin la dette extérieure totale des PMA a presque doublé entre 1982-1988. Conséquence directe: de piètres résultats obtenus pour le commerce et la croissance et de la non-application des dispositions du programme concernant les apports de ressources. Ainsi plusieurs incertitudes à l'égard de l'environnement économique international viennent compliquer la situation déjà précaire du développement des PMA: évolution des caractéristiques de la concurrence internationale, les 3/5 des échanges mondiaux s'effectuent entre trois grands blocs: l'Amérique du Nord, l'Europe Occidentale et l'Asie/Pacifique (bientôt va rentrer en jeu l'Europe Centrale et Orientale). Presque tous les programmes importants à l'échelle mondiale en matière de technologie, d'investissements étrangers directs ont tendance à se concentrer plus que par le passé dans les pays d'accueil de l'OCDE, ainsi que dans les pays en développement les plus avancés. Il y a donc risque de renforcement de la marginalisation des PMA. Les efforts déployés par ces pays pour remédier à cette situation seront limités d'une part, par la lourde charge du service de la dette et les faibles taux d'épargne intérieure et d'autre part, par des contraintes inhérentes au marché et à l'infrastructure.

Mais le resserrement des liens d'interdépendance à l'échelle internationale rend à la fois possible et nécessaire un effort concerté pour inverser la tendance au ralentissement du développement économique et social dont plusieurs PMA ont pâti au cours de années 80. Les pays les moins avancés rencontrent des problèmes structurels d'une nature et intensité particulières. Ils méritent donc de bénéficier d'un soutien international spécial dans leurs actions de développement social et économique.

II. LES PMA D'AFRIQUE

Les efforts de l'ONUDI dans les PMA d'Afrique sub-saharienne seront notamment axés sur l'élaboration des programmes interdépendants devant aider à atteindre les objectifs définis par les PMA de la région. A cet égard l'ONUDI s'emploiera principalement à développer les compétences, les institutions et les ressources productives, consolider son assistance et l'axer sur certains secteurs/branches d'industries particulièrement les industries agricoles et apparentées. L'ONUDI accordera la priorité aux politiques, stratégies et plan d'appui à l'industrie, au développement des petites industries liées à l'agriculture, à la mise en valeur des ressources humaines pour l'industrie, à la promotion de l'investissement industriel au renforcement des institutions industrielles de soutien et de services à l'industrie. Les perspectives de développement dans cette région paraissent plus sombres que jamais - notamment à la suite des mauvaises récoltes et de la pénétration vers le sud de la ceinture de sécheresse sahélo-soudanaise, ainsi que du fort accroissement démographique -, ces PMA nécessitent une attention spéciale. Particulièrement ceux enclavés. En effet leur situation d'enclavés dans la zone caractérisée par des variations pluviométriques considérables, leur terre, la biomasse et les ressources en eau sont limitées et fragiles; et la dégradation croissante des ressources sous l'effet de la surexploitation résultant de mauvaises pratiques culturelles et de la pression démographique: avec ces conditions difficiles leur développement a été entravé. Alors, la plus grande partie des efforts de développement a été financée par les aides extérieures. Le développement rural, dans son ensemble

en déclin constant: l'autosuffisance et la sécurité alimentaire deviennent une urgence. Alors la promotion des agro-industries devient une priorité vitale.

Cap Vert . Comores . Sao Tome et Principe

Ces 3 pays ont comme les autres PMA insulaires de problèmes spécifiques liés au système de desserte inter-iles ainsi que le système des télécommunications.

Les priorités sectorielles ont quelques traits communs. La stratégie d'expansion de la production axées sur les industries manufacturières y compris la sous traitance et la formation à grande échelle de main d'oeuvre qualifiée. Les besoins en cadres moyens pour le développement agro-industriel restent insatisfaits.

Au Cap Vert, dans les secteurs productifs, mis à part les priorités sectorielles en faveur des industries exportatrices (pêche, industrie, services ...) et du marché national, la priorité est en général donnée à la création de conditions favorables aux activités du secteur privé industriel national et étranger, plutôt qu'à l'investissement public direct dans la production manufacturière.

Au Sao Tome & Principe, les efforts seront fondés sur la transformation des productions agro-alimentaires (fruits, légumes, poisson et viande); la production de matériaux de construction (chaux, ciment artisanal) et une expansion de la transformation du bois.

Aux Comores afin de favoriser la création d'emplois et de diversifier la base de la production du pays, la priorité est accordée aux industries tournées vers l'exportation particulièrement au niveau de trois types de projets: projets à haute intensité de main d'oeuvre; projets utilisant des matières premières locales pour leur contribution à la valeur ajoutée nationale; et enfin les projets orientés vers la production d'exportation ou de substitution.

BURUNDI . CENTRAFRIQUE . GUINEE EQUATORIALE . RWANDA

Pour le Burundi, le Centrafrique et le Rwanda, il faudrait également tenir compte dans la programmation de leur développement industriel, des nécessités inhérentes au développement et à la maintenance de leurs systèmes de transits inter-Etats. Dans ces pays une des priorités sectorielles est de concourir au désenclavement des régions et des pays donc intensifier le réseau routier, améliorer le réseau existant en vue de promouvoir les échanges commerciaux entre les régions des pays et dans la sous région. Amélioration des conditions de transit notamment par l'aménagement des entrepôts en vue de promouvoir les échanges inter-Etats. Ainsi le développement des infrastructures des transports et des communications reste prioritaire. Quant au développement industriel, la priorité est donnée au développement du secteur privé des PME capables de créer des emplois et d'exporter; des industries pour le secteur primaires, des agro-industries, de transformation et de substitution à l'importation.

Pour promouvoir les échanges commerciaux dans la sous région, le Rwanda portera des efforts sur l'amélioration des conditions de transit - notamment par l'aménagement des entrepôts.

Le Burundi initie des projets d'intégration économique et de desenclavement dans le cadre de l'Organisation pour l'amélioration du bassin de la rivière Akagéra et dans le cadre de la Communauté économique des pays des Grands Lacs, en encourageant les traités de libre circulation des personnes et des biens et le droit d'établissement.

Le Centrafrique, pour promouvoir l'initiative privée a créé un Centre d'assistance aux petites et moyennes entreprises et à l'artisanat afin de fournir une assistance aux PME sous forme de formation, d'assistance technique, d'accès au crédit... Les transports étant la trame vitale de l'intégration économique et du desenclavement du pays dans la région, la réhabilitation, l'entretien et l'extension du réseau routier sont une des priorités sectorielles du pays.

La Guinée équatoriale dans la décennie à venir, va développer les industries de transformation orientée vers la consommation domestique et/ou pour l'exportation. Après une réhabilitation profonde sur le plan financier administratif et juridique un programme de privatisation des entreprises du secteur du commerce, des transports maritimes et du cacao sera lancé.

BOTSWANA . LESOTHO . MALAWI . NAMIBIE

En dehors du Botswana, qui pourrait bientôt quitter le groupe des PMA, les priorités sectorielles dans l'industrie demeurent peu différentes de par leur contenu substantiel.

Encouragement du secteur privé dans la création des PME, le développement des industries extractives (Botswana) et de l'industrie manufacturière et l'accroissement des exportations d'articles manufacturés et la création de petites industries faisant appel aux ressources locales: cuir, laine, fruits et légumes... (Lesotho).

Au Lesotho un fonds spécial de l'ONUDI sera largement utilisé pour des études de pré-investissement pour identifier de nouvelles opportunités. Le secteur des ressources humaines demeure une priorité des priorités car le système de planification de la main d'oeuvre souffre d'un manque de personnel qualifié et d'expérience technique sur le terrain.

Au Malawi, le rendement de la diversification industrielle pour supporter les import-substitutions et encourager les industries d'exports est une haute priorité sectorielle du développement industriel. Ce pays est frappé d'une pénurie de cadres de gestion aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public.

La Namibie dont la plupart des denrées de base ne sont pas transformées localement veut développer les industries de transformation. Riche en produits miniers, la Namibie fonde de grands espoirs dans la diversification du secteur de l'extraction minière. Ce pays a également besoin d'une assistance technique dans la formation du personnel entrepreneurial et dans le secteur de ses exportations.

ETHIOPIE . MOZAMBIQUE . OUGANDA . TANZANIE

La paix retrouvée, le Mozambique devrait s'atteler prioritairement à la réhabilitation, la restructuration et la modernisation des capacités industrielles existantes. Les industries prioritaires sont les industries des

matériaux de construction, les industries de transformation des produits locaux dans les PME (farine de maïs, huile comestible, savon). Une étude en cours prévoit la restructuration de diverses entreprises-clés, éventuellement avec des capitaux étrangers pour qu'elles opèrent sur une base commerciale solide. Une des priorités du Mozambique est la modernisation de son réseau de transports routiers et ferroviars. Les possibilités de développer les transports côtiers et fluviaux sont étudiées. L'idée étant que 30% des transports intérieurs peuvent être effectués par ces voies. Dans le développement industriel, la priorité du Mozambique est la formation des formateurs dans les secteurs productifs et dans la gestion aussi bien au niveau moyen qu'au niveau supérieur.

En Ethiopie, la diversification de la base industrielle figure dans les années 90, parmi les grandes priorités en matière de développement. Les pays compte augmenter le nombre de personnes formées dans les domaines spécifiques de la science et de la technologie et améliorer la qualité du personnel existant; augmenter le nombre et élever le niveau de la gestion. Entre les quatre priorités dans les ressources humaines figurent la formation en gestion industrielle et le développement de la science et de la technologie.

L'Ouganda dans la décennie 90, veut mettre en place une économie indépendante intégrée et autonome. Pour cela, les priorités sont entre autres, la création de véritables industries efficaces de substitution des importations; le développement des agro-industrie, la création d'un secteur industriel de base et de capacités nationales de production de biens d'équipement et enfin une mise au point d'une technologie pertinente et appropriée compatible avec cette stratégie de développement.

La Tanzanie a vu vers la fin des années 80 sa production industrielle augmenter en valeur réelle de 4,2% pour progresser de 5,4% en 1988. Cette performance donne à penser que l'objectif de 6% pendant la première moitié de cette décennie pourrait être atteint si l'élan était maintenu. Les industries à encourager seront: les industries utilisant les matières premières locales et/ou produisant pour l'exportation; les petites entreprises qui développent et fournissent au secteur industriel les compétences dont il a besoin et qui améliorent son efficacité.

BURKINA FASO . MALI . MAURITANIE . NIGER . TCHAD

Ces pays qui font face aux problèmes de sécurité alimentaire, ont au niveau de chacun, élaboré des politiques industrielles dans le cadre des ajustements structurels pour s'offrir leur sécurité alimentaire: ils ont comme priorité le développement des PME agro-industrielles. La promotion d'un secteur industriel privé dynamique est de mise dans tous ces pays: l'effort porte sur l'encouragement des petites entreprises, la réhabilitation ou la privatisation des entreprises publiques et la valorisation des matières premières locales. Pour certains pays comme la Mauritanie, le Niger, le Tchad, des programmes de réactivation ou de réhabilitation seront lancés pour leurs industries extractives.

Considérant le bas niveau de la main d'oeuvre et le manque de cadres moyens, des politiques de formation technique et professionnelle sont élaborées. Au Niger, par exemple, l'on va jusqu'à intéresser la promotion de la formation à travers l'investissement privé, et d'association socio-professionnelle à la création d'unités de formation professionnelle.

Le développement industriel étant limité par la faiblesse du marché domestique, ces pays vont mettre en oeuvre des politiques de promotion des exportations vers les pays voisins.

Dans ces PMA sahéliens enclavés les objectifs à long terme de développement rural tendront à la recherche de l'autosuffisance et de la sécurité alimentaire. A cet effet aussi bien au Burkina Faso, au Mali, au Tchad ou au Niger, la lutte contre la sécheresse a été intégrée dans les projets agricoles. La mise en chantier de programmes de restauration des forêts et des sols. L'industrialisation à travers le développement des PME qui fournissent au secteur rural les moyens de production et valorisent les produits de l'agriculture sera un élément important de l'amélioration des revenus du monde rural et la transformation des ressources nationales.

Pour ces PMA à la fois vastes et enclavés, les transports et les communications constituent un élément clé de leur développement économique et industriel à long terme. Des programmes de réhabilitation et d'entretien des réseaux routiers et ferroviaires seront mis en route notamment en organisant et en structurant l'activité des transports, et en rationalisant leur gestion. Objectif: appuyer le développement des échanges interrégionaux à l'intérieur des pays mais aussi entre les pays.

GAMBIE . LIBERIA . SIERRA LEONE

En Gambie un plan d'action global sera établi pour promouvoir l'exploitation à pleine capacité de la zone industrielle de Kanifing. La Gambie envisage de développer des programmes de formation et de recyclage particulièrement dans la formation professionnelle au niveau moyen. L'intégration de la Femme se poursuivra dans les petites entreprises rurales (de la conservation et de transformation).

La promotion et le développement des PME produisant à partir des ressources locales des biens destinés tant à la consommation interne qu'à l'exportation sont en première ligne en Sierra Leone. Egalement des efforts de modernisation du secteur des industries extractives vont se poursuivre et des projets de mini-centrales hydroliques sont en vue.

Au Libéria, l'ONUDI appuie le programme de diversification, d'extention de la base industrielle et la création des PME.

La Guinée va continuer sa stratégie de réhabilitation industrielle. Restauration des centrales électriques et des réseaux de distribution et le lancement de projets de barrages hydro-électriques; développement des agro-industries d'exportation, des ressources humaines et amélioration des capacités de gestion et de planning dans les secteurs clés.

En Guinée-Bissau le 2ième Plan national de développement (1989-1992) accordera la priorité aux objectifs ci-après:

- les industries d'import-substitution en encourageant les industries de transformation. Ce Plan comportera la privatisation d'un certain nombre d'unités industrielles et la liquidation des unités considérées non viables sur le plan économique et financier. Pour l'intégration des femmes, il est prévu la création d'entreprises rurales.

Au Togo, la politique industrielle vise la poursuite de la réforme des entreprises publiques, le désengagement de l'Etat, l'amélioration des performances des entreprises publiques, la promotion du secteur privé, la promotion des exportations et la mise en place des zones industrielles franches. L'intégration de la femme au processus de développement visera entre autres l'intensification de la prise en compte des préoccupations des femmes dans tous les projets de développement, la promotion de l'emploi féminin. Appui matériel et financier nécessaire au développement de leurs activités économiques.

Au Bénin, une attention particulière sera portée sur l'artisanat dont l'importance économique est réaffirmée en raison de son rôle de "soupape de sûreté" de climat social. L'accent sera également mis sur l'intégration plus poussée des unités industrielles entre elles d'une part et d'autre part entre l'industrie et l'artisanat et les autres secteurs de l'économie en vue de créer réellement et progressivement un tissu industriel dans le pays. Appel au secteur privé pour permettre la relance notamment à travers le développement des PME. Par ailleurs avec la mise en oeuvre des programmes de travaux publics à haute intensité de main d'oeuvre, le Bénin pense résoudre partiellement le problème épineux de l'emploi.

II. PMA ASIE ET PACIFIQUE

En plus des activités de coopération technique en cours, le Plan à moyen terme de l'ONUDI consacrera un effort spécial aux petites entreprises, aux industries de travail des métaux et des industries de traitement de poisson. Au niveau régional il y aura une politique à faciliter l'intégration des PMA dans les mécanismes de coopération sous-régionale existants comme l'ANASE, le SAARC et le FORUM du PACIFIQUE SUD.

Le savoir-faire technique et technologique acquis par les nouveaux pays industrialisés d'Asie du Sud-Est sera utilisé sous forme de services d'experts et d'équipements dans les projets de coopération technique afin de faire bénéficier les PMA.

Afghanistan

Une des priorités sectorielles du développement économique de l'Afghanistan est la réhabilitation industrielle, c'est-à-dire la remise en état et la reconstruction des entreprises endommagées par la guerre. Le rétablissement de leur capacité de production aussi bien celles du secteur privé que celles du secteur public. La priorité est donnée aux minoteries, usines d'égrenage de coton, fabriques d'huile végétale, usines textiles, usines de transformation de fruits, cimenteries et sucreries.

Dans le secteur des produits minéraux relever les niveaux de production pour la ramener à ses niveaux antérieurs à la guerre.

A plus long terme il s'agira d'accroître des industries et d'encourager la création d'industries nouvelles travaillant à partir des ressources nationales.

La demande des connaissances techniques et hautement professionnelles dans divers secteurs de l'activité économique dépasse largement l'offre. Ainsi il va être mis en oeuvre un programme d'augmentation des étudiants dans les établissements techniques et professionnels pour faire face à cette pénurie de

personnel qualifié particulièrement dans l'agriculture et dans la gestion des petites industries et de l'artisanat avec pour objectif, répondre aux besoins fondamentaux des ruraux par leur participation à la remise en état et à la reconstruction des infrastructures rurales: routes, écoles, centres de santé industries rurales et artisanat.

Bangladesh

Un rang de priorité élevé est accordé à la mise en valeur des ressources humaines en tant que stratégie essentielle du développement. Les efforts porteront sur la formation technique et professionnelle afin de remédier à la pénurie du personnel technique qualifié et afin d'augmenter une main d'oeuvre qualifiée, cet enseignement sera introduit aussi bien dans le secteur privé que public dans l'enseignement primaire élémentaire en vue d'accroître les possibilités d'emplois productifs dans le secteur industriel. Compte tenu des besoins technologiques du pays, le gouvernement organisera des stages de formation, de perfectionnement couvrant différents secteurs techniques et technologiques, des services industriels: mécanique, électrique, machine agricole, industrie métallurgique, dessin industriel, fonderie, maintenance etc. Dans le même sens, sera réalisé le programme de formation professionnelle des femmes pour leur permettre d'exercer un emploi indépendant, en prévoyant à cet effet des activités de production à domicile, des possibilités de crédits et d'autres facilités.

Le secteur industriel se caractérise par l'absence d'adaptation technologique en particulier dans les petites industries et entreprises familiales. La préparation d'un plan directeur pour l'industrie commencera bientôt avec l'aide de l'ONUDI. La stratégie industrielle de la présente décennie mettra l'accent surtout sur les agro-industries rurales d'appui et de transformation qui seront établies autour de pôles de croissance qui disposent déjà d'infrastructures matérielles et autres. La priorité est accordée aux industries exportatrices et visera à la diversification de la production et à la création d'industries de substitution pour remplacer les importations par une production locale dans les domaines où le Bangladesh jouit d'un avantage relatif. Sauf pour quelques industries stratégiques et industries lourdes, tous les secteurs industriels sont ouverts aux investissements privés locaux et étrangers.

La priorité sera aussi accordée aux PME et à l'artisanat en particulier à la sériciculture et au tissage. A l'appui du développement industriel il sera engagé des programmes globaux de promotion de transfert de technologie avec un intérêt particulier à accorder aux Centres de recherches industrielles pour renforcer les activités de recherche-développement et la commercialisation des technologies.

Bhoutan

Dans son 6ième Plan de développement le gouvernement a établi quatre zones industrielles: Phuntsholing, Gaylegphug Gedu et Pasakha. A partir des études de pré-faisabilité et de faisabilité déjà achevées, le Ministère du Commerce et de l'Industrie a déterminé un certain nombre de domaines offrant des possibilités de développement industriel au cours des années 90.

Ce sont notamment:

- les industries de transformation de produits miniers tels que le ciment, le charbon, le graphite et le gypse,
- la transformation du carbure de calcium en produits industriels,
- les industries forestières (contre-plaqué, panneaux lattés),
- les agro-industries (industries alimentaires ou distillerie)

Des efforts seront faits pour créer des entreprises dans ces secteurs avec l'aide des donateurs. Le secteur privé sera encouragé à participer au développement industriel du pays par le biais de la privatisation, de la prise de participation dans les entreprises publiques.

République démocratique populaire du Laos

Le secteur industriel laotien est à un très bas niveau de développement et est constitué de petites entreprises principalement de transformation de produits agricoles, de bois, d'étain des mines de gypse. Mais l'introduction depuis en 1985 du Nouveau mécanisme économique (New System of Economic Management - NSEM) le secteur industriel qui comprend également l'énergie et le bâtiment devrait connaître un essor considérable au cours de cette décennie; car le Laos est passé de l'économie centralisée et planifiée à une économie libérale de marché. Les priorités sectorielles du développement industriel du Laos sont tournées vers la création de petites manufactures et d'unités d'assemblages supplémentaires, également des agro-industries orientées aussi bien vers le marché domestique que vers l'exportation. Le programme de développement du secteur hydro-électrique (un des premiers éléments de l'industrie du pays) est constitué de 3 sortes d'action: la réhabilitation des petites centrales, l'installation des petites centrales supplémentaires et la préparation aussi bien d'études de pré-investissement sur de larges unités génératrices d'électricité que la construction de telles unités.

La pénurie d'une main d'oeuvre qualifiée à tous les niveaux a poussé le PNUD et le gouvernement du Laos de déclarer comme priorité principale du programme du pays la mise en valeur des ressources humaines. L'accent sera mis sur la formation professionnelle et technique.

Les Maldives

Les Maldives qui reconnaissent qu'il n'y a pas de développement durable sans progrès industriel, le gouvernement maldivien va se lancer pour les années 90 dans un vaste programme d'industrialisation mais avec priorités sectorielles les industries à vocation surtout exportatrices et avec l'intention de créer 3 zones de promotion industrielles (ZPI) à cette fin. Mais les Maldives ont besoin pour la formulation des politiques industrielles et un plan pour une infrastructure industrielle - d'une assistance technique. Il est également prévu la diversification de l'industrie de pêche. Et pour augmenter la production de pêche de nouvelles techniques vont être introduites. Des mesures incitatives dans l'investissement industriel et la promotion des investissements étrangers sont prises pour la promotion des industries tournées vers l'exportation.

En ressources humaines ce pays est confronté à une pénurie de travailleurs qualifiés et semi-qualifiés. Et pis encore le manque de

disponibilité des travailleurs dans le secteur industriel à haute productivité. Pour remédier à cette situation un programme de formation technique et professionnelle est élaboré dans le Centre / VTC / à Male, qui prépare entre autres dans les domaines de la réparation et de la maintenance des machines diesel, des mécaniciens soudeurs. Cinq autres centres de formation sont établis dans les Atolls.

Myanmar

L'objectif à long terme de la politique d'industrialisation de Myanmar est de transformer l'économie, qui est essentiellement agricole en une économie industrielle basée sur l'agriculture. Parmi les autres objectifs figurent le développement des industries à vocation exportatrices utilisant des matières premières locales et la création d'industries légères et lourdes pour répondre aux besoins intérieurs ainsi que pour l'exportation. L'on s'attend ici au développement particulièrement des PME et ceci à travers les mesures incitatives pour attirer les investissements étrangers. Myanmar va également procéder à l'extension et au développement des industries extractives (pétrole, étain, tungstène, les concentrés de cuivre, gaz naturel etc.)

Pour ce qui est des besoins en main d'oeuvre qualifiée l'accent sera mis sur l'enseignement technique et professionnel et l'on développera les moyens de formation à cet effet.

Le niveau de la technologie employée dans la coopérative privée du secteur industriel est généralement d'un niveau moyen. L'institut de technologie de Yangon, à travers ses activités de recherches et développement contribue à l'amélioration du niveau de technologie employée dans l'industrie.

Népal

Dans le 8ième Plan (1990-1995) l'amélioration des résultats du secteur industriel est hautement prioritaire. A cet effet des réformes sont appliquées dans les secteurs du commerce, de l'industrie et des finances, afin de stimuler le développement industriel. Les investissements privés seront encouragés dans la création d'industries textiles et de la chaussure. Pour promouvoir les PME, l'accent sera mis sur le développement des capacités des institutions privées et publiques en charge du développement des PMI particulièrement en zone rurale.

Pour endiguer la pénurie de personnel technique et de capacité de formation, le Népal prévoit entre autres des formations techniques et professionnelles dans des Centres dans plusieurs domaines: installations électriques, réparation de machines, soudure et enfin la création d'un centre national de formation professionnelle. Mais au Népal il y a une forte concentration de personnel compétent dans le Kathmandu Valley.

Kiribati. Samoa. Tuvalu. Vanuatu

Ces quatre îles PMA du Pacifique connaissent les mêmes problèmes de développement industriel. Les ressources intérieures disponibles pour le développement industriel sont extrêmement limitées.

La concentration de l'activité sur une base de production restreinte constituée par deux produits seulement: pour le Kiribati le poisson et le

coprah, noix de coco et textile pour le Tuvalu. Ces îles souffrent également du faible niveau de la technologie de subsistance et de compétence. Aussi longtemps que les problèmes de transports et de communications et d'autres infrastructures se posent le potentiel de croissance économique sera fortement restreint. Un autre handicap et pas des moindres, l'absence d'une main d'oeuvre et d'un personnel techniquement et professionnellement qualifié. Les investissements du secteur industriel s'orientent vers l'exploitation des ressources naturelles notamment celles de la mer et des forêts.

En Kiribati on insiste sur l'expansion des industries à petite échelle en vue du développement des industries d'exportation pour diminuer les importations.

Au Samoa, même orientation dans la stratégie industrielle: promouvoir les exportations par la création des industries tournées vers les exportations, réduire le niveau d'importation en encourageant les industries à produire plus pour le marché domestique et développer la transformation des matières premières locales.

Au Tuvalu, le secteur industriel se compose d'activités en aval liées à la noix de coco, avec la production de savon et d'huile de cuisine, d'une entreprise de confection de chemise pour l'exportation, de fabricants de briques, d'un fabricant de meubles pour le marché local et de quatre entreprises privées de construction dont les chantiers sont principalement financés par les sources d'aide extérieure.

Au Vanuatu un petit nombre de Vanuatuans ont créé de petites entreprises et l'on pense que cette tendance s'accentuera. Mais à part dans le secteur des scieries il n'y a eu guère de progrès dans la fabrication de produits se substituant aux importations ou destinés à l'exportation.

III. LES PMA ARABES: Djibouti, Somalie, Soudan, Yémen

Dans les PMA arabes qui comprennent trois pays africains et un pays asiatique, les priorités sectorielles obéissent à un autre critère important. Comme ces pays sont différents, les uns des autres au point de vue de leur taille, de leur structure économique, ils sont loin d'avoir les mêmes possibilités d'industrialisation. Aussi l'ONUDI privilégiera ici la mise en valeur des ressources humaines, la sécurité alimentaire par la création des petites entreprises agro-industrielles pour atténuer le coût des importations et en raison de l'étroitesse de leurs marchés intérieurs, la politique industrielle tend à favoriser la recherche de débouchés à l'extérieur en particulier dans la région. L'ONUDI renforcera également sa coopération avec les organismes sous régionaux tels OADI.

Pour leur sécurité alimentaire tous ces pays ont des programmes dans le cadre de leur stratégie d'industrialisation. En Somalie la création d'entreprises de pêches industrielles est à l'étude. Une stratégie générale visera à améliorer les techniques agricoles et accroître la productivité et envisager l'investissement privé notamment des petits agriculteurs (co-entreprises et coopératives etc.) Ce pays envisage également la modernisation de ses établissements de formation professionnelle. Comme le Soudan, le Yémen l'apprentissage, la formation en entreprise et en cours d'emploi seront développés.

Le Yemen dans sa politique d'industrialisation donne la priorité davantage aux industries tributaires de matières premières et facteurs de production locaux. Les sous-secteurs de l'industrie manufacturière, des industries extractives (pétrole) et de l'approvisionnement de l'eau, le bâtiment et les travaux publics. Il y a également des projets de création de PME dans l'industrie poissonnière.

Quant à l'intégration de la Femme, le Yemen va promouvoir des programmes dans les secteurs non traditionnels (autres que l'agriculture et l'artisanat).

Le Soudan pour assurer sa sécurité alimentaire va porter les efforts sur l'agriculture mécanisée afin de produire pour la consommation locale et pour l'exportation. Dans la politique de réhabilitation industrielle, la priorité est à la relance des industries par une meilleure utilisation des matières premières locales avec des technologies appropriées, simples et viables, principalement dans la réhabilitation des industries sucrières, de textiles et de la tannerie. Et pour accroître la production industrielle, le Soudan va favoriser la participation des centres de recherches scientifiques et techniques, des Universités et des instituts aux efforts des entreprises. Il y aura également le développement de la formation professionnelle et technique et non plus l'enseignement général afin de former des cadres moyens et les qualifications des étudiants entrant dans la vie active qui puissent répondre aux besoins de la croissance économique du pays. Pour améliorer et élargir la participation de la Femme dans le processus de la croissance du développement, le Soudan s'apprête à étendre aux femmes la formation technique et professionnelle et également à ouvrir aux femmes les accès aux crédits et autres services de l'activité économique.

IV. AMERIQUE LATINE ET LES CARIBES

Dans cette région les domaines prioritaires d'action retenus dans le plan à moyen terme de l'ONUDI comprennent entre autres la mise en valeur des ressources, le transfert de technologie et la mise en valeur des ressources humaines correspondantes.

La réhabilitation industrielle et la création des industries d'exportation sont également encouragées par l'ONUDI.

Haiti est le seul pays le moins avancé de l'Amérique Latine.

Le premier objectif dans le secteur des ressources humaines pour Haiti est l'évaluation du niveau d'instruction de la population. La formation poussée de la main d'oeuvre qui sera désormais fortement caractérisée par l'apprentissage des techniques agricoles, la création d'emplois rémunérateurs, encadrement des petits producteurs au point de vue technique, encadrement des secteurs tournés vers l'exportation par l'organisation d'une recherche de marchés extérieurs et des conditions favorables d'échanges avec les partenaires commerciaux d'Haiti.

En ce qui concerne la politique industrielle, un programme de réhabilitation et de restructuration industrielles basé sur la décentralisation des industries vers les provinces est en cours.

La création de nouvelles petites et moyennes industries d'exportation comme les industries de transformation basées sur le potentiel agro-industriel

que constituent les oléagineux, les plantes aromatiques, le poisson, le cuir etc.

Pour une meilleure intégration de la Femme haïtienne au développement social et économique il est prévu pour la décennie 90: la création d'emplois rémunérateurs pour la femme, avec une attention particulière à la formation à tous les niveaux.

V. CONCLUSION

La synthèse des priorités sectorielles des PMA établie dans ce document prouve une concordance des vues sur les choix prioritaires établis d'une part par les PMA eux-mêmes, d'autres part par le Programme d'Action de la Deuxième Conférence des Nations Unies sur les PMA, et le Plan à moyen terme 1992-1997 de l'ONUDI. Dans l'analyse des priorités sectorielles, transcendent les choix du développement de l'agro-industrie, de la sécurité alimentaire, de la mobilisation et du développement des ressources humaines, du transfert de technologie, de l'énergie, de la promotion des PME, de la réhabilitation des unités industrielles, le développement rural, l'intégration des femmes au développement industriel, des transports et communications etc. Ces dites priorités se placent dans la perspective de l'amélioration de la productivité industrielle des PMA pendant la décennie 90. Il est essentiel de signaler que les mêmes choix prioritaires se groupent dans les 42 PMA et cela aussi bien en Afrique qu'en Asie et au Pacifique, dans les pays arabes, au Haïti, en Amérique Latine. Dans ce sens, se renforce l'applicabilité du programme à moyen terme de l'ONUDI en ligne avec le Programme d'Action de la 2ième Conférence des Nations Unies sur les PMA.

Ainsi, se trouve poser la base d'une stratégie de développement industriel des PMA que l'ONUDI devra définir et réaliser dans les années 90 à travers un Plan d'action industriel qui répondrait aux besoins réels des PMA.